

Fiche cours n° 4

**OTC : LE MOYEN-ORIENT : CONFLITS REGIONAUX ET TENTATIVES DE PAIX IMPLIQUANT DES ACTEURS INTERNATIONAUX (ETATIQUES ET NON ETATIQUES)**

Le Moyen-Orient est une appellation britannique qui englobe le Proche-Orient (partie de l'Asie la plus proche de l'Occident avec l'Égypte et la Turquie) ainsi que les États situés autour du Golfe persique (avec des limites mouvantes incluant l'Afghanistan voire le Pakistan). C'est la région du monde qui concentre le plus de conflits armés de forte intensité, presque aucun pays n'est épargné, soit par les guerres inter-étatiques (Israël / Palestine), soit par les guerres civiles (Yémen, Syrie), soit par les risques terroristes. Les conflits ont souvent impliqué des États occidentaux.

**Pour les facteurs expliquant les conflictualités, voir la correction de l'activité 1 de la fiche 6**

- ⇒ **Problématique** : Comment expliquer l'échec des tentatives de paix au Moyen-Orient, en particulier en Palestine ? Cette évolution souligne-t-elle une redéfinition du rôle des États, surtout depuis la fin de la guerre froide ?

**I / Le conflit israélo-palestinien.**

- ⇒ **Fil directeur de la partie : comment les multiples tentatives de paix soulignent-elles les évolutions et les impasses du règlement d'un conflit sur la durée ?**

**Pour les guerres, voir la correction de la fiche à part.**

**A / La naissance de l'État d'Israël et les premiers conflits (1947-1967).**

**1. Le plan de partage (1947).**

En 1945, le R-U vit en Palestine une fin de mandat difficile : il tente de limiter l'immigration juive, sans trouver d'accord entre Juifs et Arabes qui se radicalisent. Les Britanniques sont tributaires des É-U qui multiplient les déclarations en faveur du **sionisme** (= doctrine prônant la création d'un foyer national juif en Palestine). Dans ces conditions, le R-U décide de rendre son mandat à l'ONU. Celle-ci propose un partage de la Palestine en trois États : un État arabe et un État juif, qui accéderaient à l'indépendance dans deux ans, et un État de Jérusalem sous tutelle internationale. Le plan est approuvé le 29 novembre 1947. Le R-U décide d'évacuer la Palestine, sans procédure de transfert de pouvoirs. L'Agence juive accepte le plan, tandis que les Arabes palestiniens le refusent avec le soutien de la Ligue des États arabes. Au sionisme répond **l'arabisme** (= doctrine prônant le regroupement des Arabes dans un seul État). Des violences éclatent aussitôt, le territoire s'enfonce dans la guerre civile.

**2. La première guerre israélo-arabe (1948-1949)**

Les forces sionistes sont supérieures grâce à l'appui occidental. Elle mettent en œuvre le plan Dalet qui vise l'élimination des forces hostiles dans la partie juive et dans la partie arabe attenante. Le 14 mai 1948, l'État d'Israël est proclamé par Ben Gourion, sans limite territoriale précise. Les États arabes lui déclarent aussitôt la guerre. L'ONU obtient un cessez-le-feu le 11 juin 1948, mais les plans de paix sont refusés. Les armées arabes rompent la trêve, mais la supériorité matérielle de **Tsahal** (= armée israélienne) est désormais écrasante. En marge des négociations, l'ONU réunit les différentes parties pour traiter de la question des réfugiés (**« nakba »** = exil de 800.000 Arabes palestiniens). Elle propose la division de Jérusalem en deux zones démilitarisées sous contrôle international. Le projet est rejeté par Israël et par la Transjordanie, qui annexe la Cisjordanie et Jérusalem-Est (tandis que la bande de Gaza est annexée par l'Égypte). La frontière est fixée sur **la ligne verte** (= ligne de cessez-le-feu de 350 km tracée au crayon vert sur une carte pour séparer Israël et les territoires des Palestiniens). Aucun État palestinien ne voit le jour. Ce conflit devient un

enjeu de la guerre froide : Les Palestiniens sont soutenus par les Etats arabes de la région et par l'URSS ; Israël est soutenue par les E-U.

### 3. La guerre des Six-Jours (juin 1967) : une rupture dans le conflit.

Le **panarabisme** domine encore autour de l'axe Egypte – Syrie – Irak - Jordanie. La volonté d'y englober les Palestiniens empêche toute reconnaissance d'Israël. L'Egypte met donc en place un blocus naval d'Israël et encercle le pays avec ses alliés. Israël attaque et remporte facilement la victoire en 6 jours. Y. Rabin est alors le chef de l'état-major et devient héros national : Israël occupe le Sinaï égyptien, Gaza, la Cisjordanie, Jérusalem-Est et le Golan syrien. En novembre 1967, l'ONU adopte la **résolution 242** qui demande en vain le retrait israélien "des territoires occupés". La guerre des Six-Jours porte en elle les germes des tensions actuelles. Cette occupation illégale encourage le développement d'un **nationalisme palestinien indépendant** qui est incarné par « **l'Organisation de Libération de la Palestine** » (OLP) et son chef Y. Arafat à partir de 1969. L'OLP exige la libération des territoires occupés depuis 1967, la création d'un État palestinien uni et le retour des réfugiés. Elle refuse de reconnaître Israël et pratique la guérilla et le terrorisme à partir des camps de réfugiés.

## B / L'évolution des tentatives de paix de la guerre des Six Jours aux accords d'Oslo (1993).

### 1. L'évolution du conflit dans les années 1970-1980.

- De 1968 à 1973 a lieu une guerre d'usure entre Israël et l'Egypte + Syrie, soutenues par l'URSS. Le 6 octobre 1973, Israël est surprise par la **guerre du Kippour** tandis que les deux super-puissances organisent des ponts aériens pour armer leur allié, puis négocient. Des divisions apparaissent entre les pays arabes. Ainsi l'Égypte entame des négociations de paix avec Israël. En 1977, la visite du président égyptien Sadate à la Knesset (parlement israélien) annonce le basculement de l'Égypte. Sous l'impulsion des É-U, un traité de paix aboutit : ce sont les **accords de Camp David** en 1978. Israël restitue le Sinaï à l'Egypte qui reconnaît l'Etat d'Israël. Ce processus met fin aux guerres inter-étatiques mais consacre les É-U comme médiateurs pour pacifier la région, au détriment de l'ONU, et se solde par un « traité de paix » selon une logique westphalienne. Ce traité est toutefois rejeté par les autres pays arabes pour lesquels il n'est pas acceptable de sacrifier la cause palestinienne.
- A partir des années 1970, les guerres se recentrent donc sur la question palestinienne. Israël est alors en conflit avec des acteurs politiques palestiniens, sans État. Avec 1,5 million de Palestiniens sous son autorité du fait des territoires occupés, Israël se retrouve confrontée à la **première intifada** en 1987 : c'est un soulèvement des Palestiniens contre l'armée israélienne. **Ce conflit est asymétrique** : l'intifada (ou « guerre des pierres ») voit l'implication de la population palestinienne, soutenue par l'OLP et le **Hamas** (= mouvement islamiste plus radical créé en 1987). Le conflit s'étale sur 6 ans et aboutit à la mort de 1.100 civils palestiniens (et 104 israéliens). L'image d'Israël est ternie : l'OLP en profite pour lancer une offensive diplomatique. En 1988, à l'ONU, Arafat reconnaît l'État d'Israël et renonce à l'action terroriste. Les E-U acceptent d'ouvrir le dialogue avec l'OLP.

### 2. Les accords d'Oslo (1993) : une tentative de sans précédent.

- En 1991, après leur victoire dans la première guerre du Golfe, les E-U veulent organiser la paix dans la région avec l'émergence d'une autorité politique palestinienne acceptant la coexistence avec Israël. A la fin 1992, Y. Rabin est réélu Premier ministre en promettant la paix. Les négociations reprennent à Washington tandis qu'une négociation parallèle réunit des proches de Shimon Pérès (ministre israélien des affaires étrangères) et des responsables de l'OLP. Elle se tient à Oslo, où les négociateurs rédigent une Déclaration de principes, soutenue par les E-U.

## T2- FAIRE LA GUERRE, FAIRE LA PAIX : FORMES DE CONFLITS ET MODES DE RESOLUTION

- Signée le 13 septembre 1993 à la Maison blanche, elle fait souffler un vent d'espoir. La poignée de main entre Rabin et Arafat devient le symbole d'une réconciliation historique (les 2 reçoivent le prix Nobel de la paix en 1994). Rabin déclare : « Laissez-moi vous dire, Palestiniens, nous sommes destinés à vivre ensemble sur le même sol de la même terre ». Les accords d'Oslo présentent des avancées : ils prévoient une reconnaissance réciproque d'Israël et de l'OLP et la mise en place d'une Autorité palestinienne possédant des pouvoirs en matière d'éducation, de santé et de police sur la bande de Gaza et une partie de la Cisjordanie. En 1994, l'Autorité Palestinienne est créée, avec à sa tête, Y. Arafat.
- Mais dès sa signature, le processus de paix est bloqué par une montée des tensions :
  - Du côté des Palestiniens, le **Hamas**, qui refuse l'existence d'Israël, multiplie les attentats contre les colons israéliens. Il est soutenu par le **Hezbollah** (un mouvement politique et armé terroriste chiite libanais). Dès sa mise en place, il appartient donc à l'Autorité Palestinienne d'empêcher la poursuite des attentats. Les négociations aboutissent malgré tout aux « **accords Oslo II** » (1995), qui découpent les territoires occupés en trois zones : les agglomérations sous la responsabilité directe de l'autorité palestinienne ; les villages administrés conjointement ; les régions peu peuplées et les colonies, sous contrôle israélien exclusif.
  - Du côté des Israéliens, il y a 3 questions centrales : la colonisation en Cisjordanie, Jérusalem et le retour des réfugiés. Depuis le début des années 1990, les colonies se sont beaucoup peuplées avec l'arrivée de Juifs de Russie qui se considèrent comme des pionniers investis d'une mission divine. Jérusalem qui a été annexée est devenue la capitale de fait mais non reconnue internationalement. Israël n'a jamais cédé en la déclarant : « capitale éternelle et indivisible » mais l'Autorité Palestinienne envisage Jérusalem-Est comme capitale du futur Etat palestinien. Enfin, le retour des réfugiés palestiniens est une question sensible sur le plan sécuritaire et sur le plan du partage des terres. Après la signature des accords Oslo II, l'opposition israélienne adopte une ligne de plus en plus dure et des personnalités religieuses appellent au meurtre de Rabin. Le gouvernement réplique par une manifestation pour la paix, à Tel-Aviv le 4 novembre 1995. Ce soir-là, Rabin est assassiné en public par un extrémiste israélien, Y. Amir.

### C / Depuis 1995, une impasse et une absence de règlement favorables à Israël ?

#### 1. La mort de Rabin a cassé la dynamique de paix en Israël.

Depuis 1996, le pouvoir est passé au parti conservateur (Likoud) avec Sharon et depuis 2009 Netanyahu. Ce glissement vers la droite s'est accentué avec l'alliance entre Netanyahu et les partis religieux. Israël a fermé la porte à l'idée d'un Etat palestinien et accélère les implantations juives, ce qui amplifie le morcellement du territoire palestinien dont l'Autorité Palestinienne ne contrôle qu'une petite partie. Cela conduit à **l'échec du sommet de Camp David II** (2000). A l'inverse, la visite de Sharon sur l'esplanade des Mosquées est perçue comme une provocation qui déclenche la **2e Intifada**, une multiplication des attentats-suicides, puis des attaques de roquettes depuis Gaza et le sud Liban. Face à l'insécurité, Israël décide la construction d'un mur, appelé « **barrière de séparation** ». Officiellement, il s'agit de protéger les Israéliens mais on constate que le tracé empiète en Cisjordanie pour englober les colonies. Par ailleurs, Israël mène en 2006, 2008, 2014 **des offensives militaires** sur Gaza et le sud Liban.

#### 2. Cependant, d'autres facteurs expliquent le déraillement du processus de paix.

## T2- FAIRE LA GUERRE, FAIRE LA PAIX : FORMES DE CONFLITS ET MODES DE RESOLUTION

- **La division des dirigeants palestiniens.** Dès sa mise en place, l'Autorité Palestinienne dirigée par Arafat souffre de discrédit (impuissance et corruption) et d'une division interne, entre le Fatah, basé en Cisjordanie, et le Hamas à Gaza. Le Hamas refuse les compromis: en octobre 2023, une attaque terroriste sur le sol israélien fait 1300 civils tués, 200 otages capturés, provoquant une riposte armée massive d'Israël à Gaza.
- Les accords d'Oslo laissent en suspens **des questions insolubles**. La construction de la paix se heurte à un enjeu territorial difficile à résoudre autour de la Palestine, territoire de petite taille, autour de son partage, de ses populations (colons, réfugiés) et de la question de l'eau. La mise en place d'une paix durable nécessite des concessions réciproques très difficiles à faire, étant donné l'ancienneté du conflit et les drames qui l'ont jalonné.
- Enfin, depuis 30 ans, le déraillement de la paix s'explique aussi par **l'absence de leadership extérieur pour faire valoir la solution à 2 Etats**.
  - Du côté des pays arabes, la question palestinienne est passée au second plan avec le chaos en Irak/Syrie et des Etats ont même reconnu Israël (Émirats arabes unis, Maroc). Il y a quand même eu des tentatives de médiation de la part de l'Arabie Saoudite. Celle-ci et d'autres Etats (Qatar, Turquie, Egypte...) ont apporté leur soutien au plan de paix Trump en 2025 à condition d'aboutir à la création d'un Etat palestinien.
  - Les É-U sont les seuls à pouvoir influencer Israël mais apparaissent comme un médiateur qui n'est pas impartial. Ils ont tendance à se désengager et à perdre en influence. Cependant, le plan de paix proposé par Trump en 2025 a permis une désescalade du conflit (échange de prisonniers) mais il est soumis à la bonne volonté du Hamas et d'Israël.
  - Enfin, l'ONU appelle à la reprise des négociations, défendant la solution à 2 Etats. Mais Israël ne se soumet pas à ses différentes résolutions. Et les prises de position des É-U rend l'ONU impuissante. Malgré tout, l'Autorité Palestinienne s'appuie sur l'ONU pour internationaliser sa cause, surtout depuis que la Palestine a été reconnue comme Etat observateur (2012). Ainsi, de nombreux Etats (France, R-U, Espagne, Chine...) ont reconnu la Palestine comme Etat.

**Conclusion** : au bout de 30 ans, on peut donc qualifier la situation d'impasse dans la mesure où il y a à la fois l'impossibilité d'un règlement par la force et un blocage à cause d'un manque de concessions. Cela aboutit à une montée progressive des tensions, y compris dans les sociétés, et à un statu quo qui renforce Israël mais l'empêche de vivre en paix.

### II / Les guerres du Golfe.

- ⇒ **Fil directeur de la partie : en quoi soulignent-elles l'échec du « nouvel ordre mondial » imaginé au lendemain de la guerre froide ?**

**Pour la chronologie, voir la correction de l'activité 1 de la fiche 7**

### A / La première guerre du Golfe, « une guerre modèle » (1990-1991) ?

#### 1. Les origines du conflit.

L'Irak sort ruinée de la guerre contre l'Iran (1980-1988) et estime avoir droit à une augmentation des cours du pétrole. Cette espérance est déçue, les E-U et l'Arabie Saoudite ne tenant pas à ce que l'Irak devienne trop puissant. En août 1990, l'invasion et l'annexion du Koweït, pétromonarchie voisine, est un moyen pour S. Hussein de « se payer ». Mais la guerre froide touche à sa fin, laissant entrevoir un « nouvel ordre mondial » reposant sur les valeurs démocratiques et la paix. Il s'agit de faire respecter le droit international, notamment la souveraineté des Etats. L'ONU peut jouer son rôle car l'URSS, en difficulté, ne peut pas utiliser son veto pour bloquer la résolution 660 qui exige le retrait du Koweït, puis autorise le recours à la force armée pour le libérer (= concept de **guerre juste**). L'hyper-puissance des E-U leur permet d'organiser une coalition de 34 Etats dans laquelle

## T2- FAIRE LA GUERRE, FAIRE LA PAIX : FORMES DE CONFLITS ET MODES DE RESOLUTION

on retrouve les alliés occidentaux (RU, France...) ainsi que des pays arabes. La concertation dans le cadre de l'ONU permet d'obtenir un large soutien de la part de la communauté internationale.

### 2. Le déroulement de la guerre (janvier-février 1991)

Plus de 500.000 casques bleus, surtout américains, sont envoyés tandis que l'Arabie Saoudite finance la moitié de l'intervention : c'est l'opération « **Tempête du désert** » qui remporte une victoire rapide et facile. Elle se décompose en deux phases : d'abord des bombardements massifs, puis une offensive terrestre. Le Koweït retrouve sa souveraineté, S. Hussein est vaincu mais pas destitué. Cette guerre est l'occasion d'une démonstration de la puissance américaine. C'est un tournant avec une affirmation de l'ONU qui assume **son droit à l'ingérence** dans des Etats qui ne respecteraient pas le droit international et qui donne l'espoir d'une **résolution multilatérale** des conflits. Pourtant, l'image d'une « guerre modèle » doit être remise en cause.

### 3. Le règlement de la paix : des réalités loin du mythe de la « guerre modèle.

- Les É-U, qui pensaient que la défaite militaire suffirait à renverser S. Hussein, doivent composer avec leurs alliés régionaux qui y sont hostiles. En effet, ils craignent un éclatement du pays en 3 parties, kurde au nord, sunnite au centre et chiite au sud. Ce qui aurait déstabilisé la région. Cependant, les E-U encouragent la révolte kurde et les rébellions chiites. Ils installent au nord de l'Irak une zone où il est interdit à l'armée irakienne de pénétrer, donnant ainsi une autonomie aux Kurdes. A l'inverse, le sud est abandonné à son sort : l'armée de S. Hussein déchaîne alors une répression impitoyable contre les chiites (armes chimiques).
- Le règlement de la guerre n'a pas non plus permis la mise en place d'un nouvel ordre mondial. La guerre a créé une **crise humanitaire** (sans reconstruction, pas de paix). L'Irak subit des sanctions lourdes de la part de l'ONU avec la mise en place d'un **embargo** l'empêchant d'exporter son pétrole. Il s'agit d'empêcher le régime de S. Hussein de se réarmer. Les É-U imposent en 1996 le programme « pétrole contre nourriture », faisant gérer les revenus pétroliers directement par l'ONU. Mais le rejet par l'Irak de cette formule crée une situation dramatique pour la population. Cette crise a été exploitée par S. Hussein pour se présenter en victime et pour mobiliser son peuple contre les E-U. Il réussit donc à renforcer son pouvoir. L'antiaméricanisme se développe à mesure que la misère s'installe. Il alimente l'islamisme, et notamment Al-Qaïda. Enfin, la politique américaine divise l'ONU : les pays du Moyen-Orient, la France et la Russie s'écartent de plus en plus de la vision américaine jugée unilatéraliste. L'échec de la construction de la paix en Irak a fait voler en éclats la croyance dans la « guerre juste » et la primauté du droit international.

## B / La deuxième guerre du Golfe (2003-2011) et ses prolongements.

### 1. Un changement radical de contexte en 2003.

Les attentats de 2001 modifient la vision américaine : il ne s'agit plus d'intervenir pour rétablir la paix mais pour se défendre. L'objectif est donc d'éliminer les menaces potentielles que G. W Bush a énumérées dans son discours sur « l'Axe du Mal » (= composé des Etats voyous qui ne respectent pas le droit international et des terroristes). Il y a donc un changement radical : la guerre devient préventive, ce qui revient à rompre avec la volonté de paix perpétuelle. Lorsqu'en 2003, les E-U demandent d'autoriser une guerre en Irak, sous prétexte d'armes de destruction massive et de relations avec Al-Qaïda, il n'y a pas de consensus. Face à l'absence de preuves et aux doutes légitimes, la France, la Russie et la Chine menacent d'utiliser leur droit de veto. Mais ce n'est pas la vision des **néo-conservateurs** américains qui ont convaincu le président Bush de la nécessité de renverser S. Hussein afin de commencer la démocratisation du Moyen-Orient. En intervenant de façon unilatérale et en divisant la communauté internationale, les E-U rompent définitivement avec le principe de sécurité collective. L'ONU, qui ne peut les sanctionner, montre de nouveau ses faiblesses.

### 2. Le succès relatif de la coalition américaine (2003-2011).

Les E-U ont réussi à former une coalition plus limitée qu'en 1991. La campagne militaire, « **Liberté irakienne** », dure du 19 mars au 1er mai 2003. S. Hussein est renversé, jugé pour crime contre l'humanité, condamné à mort et pendu (2006). L'objectif des E-U est de construire un Irak démocratique. Le parti Baas est dissous, ses membres sont exclus des fonctions publiques et l'armée est démantelée. Le pouvoir est transféré au gouvernement intérimaire, pro-américain et après des élections, le chiite Nouri Al-Maliki arrive au pouvoir. Les E-U ont cependant échoué à faire de l'Irak un pays stable. Ils sont rapidement devenus une force occupante suscitant l'hostilité de la population. La guerre a tué des centaines de milliers de civils. Par ailleurs, en avril 2004, des images de prisonniers humiliés par des militaires américains sont diffusées, ce qui accroît l'antiaméricanisme. Le pays bascule dans une guerre civile (2006-2008) car la démocratisation forcée de l'Irak creuse le fossé entre les Sunnites et les Chiites. Les sunnites perdent tout pouvoir. Ce déclassement nourrit le terrorisme avec la création « d'Al-Qaïda Mésopotamie » en 2003, puis la proclamation de l'État islamique en Irak en 2006, prônant le rétablissement d'un pouvoir sunnite.

### 3. Le basculement dans une guerre asymétrique.

A partir de 2014, devenu l'Etat islamique en Irak et au Levant (Daech en arabe), le groupe terroriste se fixe comme priorité de lutter contre la domination chiite et l'influence iranienne ; il entre en guerre contre le gouvernement irakien et multiplie les attentats. Daech proclame alors le califat sur un territoire à cheval entre l'Irak et la Syrie. C'est le début d'une nouvelle guerre civile à laquelle prennent part des acteurs internationaux. Dès 2014, après la condamnation des actes terroristes de Daech par l'ONU, s'est créée une « coalition contre Daech » avec pour objectif de mettre un terme au projet territorial de celui-ci. Elle agit par des moyens militaires, mais également dans les domaines de la contre-propagande, de la lutte contre le financement du terrorisme et contre les combattants étrangers. En 2019, elle compte 80 Etats menés par les E-U, dont les principaux pays européens. La coalition internationale n'est toutefois pas mandatée par l'ONU. La « chute » de l'État islamique en 2019, sous les assauts conjoints de la Syrie et de l'Irak, des milices kurdes, de la coalition occidentale, de la Turquie, de l'Iran, de la Russie, etc., semble devoir mettre un terme provisoire à la guerre sans pour autant stabiliser l'Irak.

## **Conclusion**

Depuis 1945, le Moyen-Orient est traversé par de nombreuses tensions. Les conflits sont de natures diverses (territoriaux, religieux, etc.), de types divers (interétatiques, intraétatiques, asymétriques...) et prennent depuis 20 ans le visage du terrorisme. Mobilisant des acteurs divers (puissances mondiales et régionales, ONU), la situation du Moyen-Orient illustre, malgré le contre-exemple de la première guerre du Golfe, l'impuissance de l'ONU dans son rôle de médiateur face aux intérêts américains en particulier, mais pas seulement (Russie en Syrie, etc.). La multiplication des acteurs et la pluralité des enjeux régionaux explique la difficile résolution des conflits en cours.